

## La dynamique des majorités

L'ESPAGNE LA PREMIÈRE A CHANGÉ DE CAP, IL Y A PLUSIEURS ANNÉES DÉJÀ, PUIS L'AUTRICHE PLUS RÉCEMMENT SUIVIE PAR L'ITALIE, la Norvège, le Danemark, le Portugal, la Hollande. La France fera probablement de même le mois prochain et peut-être l'Allemagne fédérale à l'automne. Partout la gauche social-démocrate est en recul, elle qui, il y a peu assumait seule ou à la tête d'une coalition la responsabilité gouvernementale dans la plupart des pays européens.

Parallèlement des formations anciennes ou à peine nées, armées de programmes aussi tonitruants que sommaires, situées en général tout à droite de l'échiquier politique, obtiennent des succès électoraux surprenants.

Cette double évolution, qui d'ailleurs ne touche pas tous les pays du continent, suscite des analyses superficielles. Des analyses qui souvent servent de faire-valoir à ceux qui les proposent. Ainsi l'extrême gauche et plus particulièrement la mouvance trotskiste ne manquent pas de dénoncer la mollesse des socialistes au pouvoir, traîtres à leurs idéaux et, pour cette raison, lâchés par leur électorat. Et de préconiser un sérieux coup de barre à gauche - en fait le retour à un protectionnisme social et économique suicidaire -, un conseil d'autant plus facile que ces gardiens de la pureté idéologique n'ont jamais eu à exercer une quelconque responsabilité politique.

En réalité, le phénomène relève d'abord de l'usure des équipes au pouvoir, quelle que soit leur couleur politique. Aux Pays-Bas la semaine dernière, les formations bourgeoises membres de la coalition gouvernementale ont essuyé des pertes, comme leur partenaire socialiste. L'adaptation des structures économiques, la mondialisation des marchés, les contraintes budgétaires imposées par la monnaie unique limitent la marge de manœuvre des pouvoirs publics. Et les vrais changements ne se décrètent pas à coup de décisions législatives; ils se construisent progressivement et leurs effets n'apparaissent qu'à terme. Trop tard pour valoriser un bilan de législature, comme Lionel Jospin en a fait l'amère expérience.

La Suisse ne connaît pas l'alternance. Cet immobilisme apparent résulte de l'existence de droits populaires étendus: c'est d'abord par l'initiative et le référendum que le peuple infléchit les orientations politiques. Néanmoins la gauche helvétique aussi est tiraillée entre réformistes et partisans d'une ligne plus dure. Ce débat restera pourtant stérile s'il ne débouche pas sur des propositions susceptibles de rassembler une proportion croissante de l'électorat. Car c'est à partir d'un solide soutien populaire que la gauche pourra négocier des compromis avantageux. Dans le régime politique suisse, les majorités sont constamment à construire. JD

---

### Sommaire

**Transports:** Le mythe du Gothard (p. 2)

**A l'anglaise:** Des régions pour l'Europe (p. 3)

**Canton de Vaud:** Feu la salle du Parlement (p. 4)

**Politique culturelle:** Répétition générale au « Schauspielhaus » (p. 5)

**Economie publique:** Le mauvais exemple de Sacramento (p. 6)

**Civilisation suisse:** Le présent du passé (p. 7)

# Le mythe du Gothard

**Malgré son aura légendaire, le Gothard n'est plus la priorité de la politique de transports en Suisse. Ce sont les agglomérations urbaines qui appellent des mesures urgentes pour les désengorger.**

On sait la place privilégiée qu'occupe le massif du Gothard dans l'histoire de notre pays. Il suscite la première alliance qui donne naissance au noyau de la Confédération. A l'époque, les communautés alpines se lient pour contrôler ce passage stratégique entre le nord et le sud de l'Europe. Il y va de leur capacité à commercer, donc de leur survie économique. Le Gothard, nœud de communication, est symbole d'ouverture.

Lorsque le pays se trouve isolé au milieu d'un continent hostile, le massif montagneux devient naturellement forteresse, lieu ultime de la résistance à l'ennemi. C'est la stratégie du réduit, prônée par le Général Guisan au cours du dernier conflit mondial. Ouvert ou fermé, le Gothard garde aujourd'hui encore sa valeur de mythe. Mais le mythe conduit à la paralysie mentale; il nous empêche de voir la réalité. Pour preuve la forte pression – deux initiatives, l'une populaire («Avanti»), l'autre parlementaire; le soutien des partis bourgeois et la

revendication du Tessin – en faveur du percement d'un deuxième tunnel routier. Quand bien même les plus graves difficultés de circulation se situent ailleurs.

Fort heureusement le Conseil fédéral s'est libéré du mythe. Dans son contre-projet à l'initiative «Avanti», il s'appuie sur des données objectives. Des données qui indiquent clairement où se situent les engorgements les plus fréquents: non pas quelques jours par an sur l'axe du Gothard mais très régulièrement dans les grandes agglomérations et sur quelques tronçons de l'axe est-ouest. C'est donc là que le gouvernement veut faire porter l'effort: une politique coordonnée des différents moyens de transport, publics et privés, pour fluidifier l'accès aux villes, financée par la taxe sur l'essence et le produit de la vignette; l'amélioration de la capacité du réseau autoroutier en quelques points particulièrement chargés.

Pour ce qui est du Gothard, l'énervement occasionnel des vacanciers en route vers le

sud ne doit pas masquer la situation de cet axe, essentiellement encombré par le trafic des poids lourds. A ce chapitre, la politique est déjà définie, forte de l'aval populaire. Tout d'abord avec l'initiative des Alpes qui exige le transfert sur rail du trafic des marchandises en transit; ensuite avec le percement des nouvelles transversales ferroviaires sous les Alpes; enfin avec l'introduction des taxes poids lourds. Ce transfert doit à terme libérer cet axe d'une grande partie des camions qui l'encombrent et par là même faciliter le trafic des voitures. Se lancer maintenant dans le percement d'un deuxième tunnel routier reviendrait à anéantir le colossal investissement consenti par la Suisse pour les transversales alpines.

Les échéances référendaires à venir permettront de savoir si le corps électoral s'est enfin débarrassé du mythe du Gothard ou si au contraire il est prêt à payer le prix fort pour le maintenir en vie tout en n'améliorant pas sa mobilité. *jd*

## Swissair

### Le deuil d'un symbole

Le Musée National Suisse de Zurich prépare une exposition en souvenir de Swissair. Elle sera inaugurée le 30 mai, deux mois après la faillite de la compagnie.

Son ambition est de faire l'inventaire de la tradition suisse dans le domaine de l'aviation. Le musée a ainsi souhaité offrir au public la possibilité de retrouver et savourer un temps révolu, allant de l'époque des

pionniers téméraires et bricoleurs jusqu'à l'ère des managers cosmopolites et technocrates. A l'image des veillées funèbres d'autrefois, on pourra se recueillir sur l'autel des reliques assemblées, dressées, parées pour le salut ultime, définitif. L'adieu nostalgique à une entreprise en réalité inaccessible à la majorité des Suisses. Semblables à ces inconnus qui se pressent sur les dépouilles des

personnages célèbres.

Peu importe! C'est qui est en jeu c'est la force du symbole. Sa capacité de produire du sens. Véhicule de l'imaginaire collectif nourrissant le sentiment d'appartenance à une histoire commune.

Cependant la mort de Swissair se double d'un autre mythe: celui du Phénix qui renaît de ses cendres. Le musée y consacrerait débats et anima-

tions. De la rage et le désespoir de ceux qui ont vécu l'effondrement de la compagnie et le gâchis d'un patrimoine à la renaissance en cours et aux projets d'avenir. Car la nécessité et les conditions du développement du transport aérien sont aujourd'hui questionnées, voire contestées alors que l'idée même de mobilité s'ouvre à une réflexion libérée du fardeau des lieux communs. *md*

# Des régions pour l'Europe

**Ce n'est pas encore du fédéralisme.  
Mais le gouvernement travailliste  
prépare la décentralisation politique  
du royaume en donnant la parole au peuple.**

**E**n France, l'une des conclusions tirées le plus souvent du drame de l'élection présidentielle est de reconnecter citoyens et élus en accentuant, voire en diversifiant le pouvoir, encore récent et limité, des régions. Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, soulignait dans un éditorial que si l'affirmation des communes avait marqué les débuts de la III<sup>e</sup> République, les régions, à l'échelle de l'Europe, sont l'enjeu d'aujourd'hui. Après l'Espagne, l'Italie et la France, la Grande-Bretagne entre dans ce débat.

Comme pour d'autres domaines (chemins de fer, système de santé...), le handicap britannique consiste à devoir réformer ce dont on a été le précurseur: ici un régime parlementaire strictement pyramidal et centralisé, dont émanent le cabinet et le premier ministre qui dirige le pays. Cette idée simple et forte, qui a permis la naissance de la démocratie, est aujourd'hui le principal obstacle à la décentralisation politique que prônent les travaillistes de la troisième voie (ni « moins d'Etat », ni « plus d'Etat », mais « mieux d'Etat », pourrait-on dire). Car le Royaume-Uni était, sous

M<sup>me</sup> Thatcher, le pays le plus centralisé d'Europe; même les budgets communaux sont encore corsetés par Londres.

## Revendications identitaires

Dans un premier temps, les travaillistes ont fait droit aux revendications identitaires de l'Ecosse et du Pays de Galles, où des référendums ont mis en place (comme pour l'Irlande du nord) un parlement et un gou-

vernement régionaux dotés de compétences retirées au parlement et au gouvernement de Londres.

Restait évidemment l'Angleterre elle-même... Le projet rendu public la semaine dernière consiste à reprendre les huit régions dans lesquelles l'administration nationale est déconcentrée. Elles comptent chacune

entre 2,5 et 8 millions d'habitants (à côté de la région du grand Londres peuplée de 7,5 millions d'habitants, d'ores et déjà dotée d'une assemblée et d'un super-maire). Elles pourront élire, au scrutin proportionnel, une assemblée de 25 à 35 membres dont émanera un exécutif de six personnes.

Là où ces institutions seront mises en place (par référendum), un double mouvement

de rééquilibrage du pouvoir interviendra: d'une part la région recevra certaines compétences de l'autorité centrale (et les fonctionnaires qui les exercent), essentiellement dans le domaine du développement régional, du logement, des transports et de la culture; d'autre part elle reprendra les attributions supra-locales exercées aujourd'hui par des conseils de comté.

## L'émergence de la région

On retrouve ici un élément non encore résolu du débat français: la disparition inéluctable du conseil général (dépar-

tement) comme corollaire à l'émergence de la région entre les communes et l'Etat central. C'est aussi le débat helvétique, marqué comme en Grande-Bretagne par les pesanteurs du passé, mais en sens inverse: les initiatives de l'Union Vaud-Genève pour une Suisse des régions prônent un mouvement volontaire des peuples pour constituer des régions responsables politiquement, de manière à pallier le vide politique et démocratique que laisse l'irrélevance croissante des cantons dans la société d'aujourd'hui et préparer l'euro-compatibilité de la Suisse. *fb*

## Globalisation

Dans sa revue de l'état du monde en chiffres, la *NZZ Folio* du mois de mai relève qu'entre 1980 et 2000 les quinze plus grands consortiums industriels de Suisse (*Konzerne*) ont supprimé 40 000 places de travail sur le marché interne alors qu'ils en ont créé près de 200 000 à l'étranger.

La délocalisation est donc un phénomène réel et mesurable. Il occupe depuis longtemps déjà les stratégies des entreprises mondialisées avec une efficacité digne de la multiplication biblique des pains et des poissons. *rédi.*

## IMPRESSUM

Rédacteur responsable:  
**Jean-Daniel Delley (jd)**

Rédaction:  
**Marco Danesi (md)**  
Ont collaboré à ce numéro:  
**François Brutsch (fb)**  
**André Gavillet (ag)**  
**Jacques Guyaz (jg)**  
**Yvette Jaggi (yj)**  
**Charles-F. Pochon (cfp)**  
**Anne Rivier**

Composition et maquette:  
**Marco Danesi**

Responsable administrative:  
**Isabelle Gavric-Chapuisat**

Impression:  
**Ruckstuhl SA, Renens**  
Abonnement annuel: 100 francs  
Étudiants, apprentis: 60 francs  
@bonnement e-mail: 80 francs  
Administration, rédaction:  
Saint-Pierre 1,  
case postale 2612  
1002 Lausanne  
Téléphone: 021/312 69 10  
Télécopie: 021/312 80 40  
E-mail: domaine.public@span.ch  
CCP: 10-15527-9

[www.domainepublic.ch](http://www.domainepublic.ch)

# Feu la salle du Parlement

**Après l'incendie de l'ancienne salle du Grand Conseil vaudois, il est indispensable de concevoir un plan global d'aménagement de la place du Château à Lausanne.**

Classé monument historique, le siège du Grand Conseil vaudois était un lieu vivant. Son adresse était connue de tous les pétitionnaires du canton, attendant sur l'esplanade, avec banderoles et pancartes, les députés montant les escaliers de la terrasse. Mais surtout, malgré l'inconfort de ses bancs, il était dans sa simplicité une salle conviviale, sans cette prétention de singer les Parlements des capitales avec cette exagération ridicule qui est la marque du provincialisme auquel les Vaudois n'échappent pas toujours.

Personne ne songera à une reconstruction à l'identique (ce n'est pas la *Fenice*), mais peut-être la façade, colonnades et frontons, pourra être sauvegardée, bel exemple de néo-classicisme premier Empi-

re (le canton est un produit de la Médiation) affichant ses origines face au Château de l'évêque. Et surtout si quelque chose pourra être recréé, avec les matériaux et les exigences modernes, ce devrait être l'esprit de cette salle qui était plus qu'un hémicycle et un auditoire. Interviennent dans cette composition de manière subtile, la pente des gradins (surtout pas cette verticalité de la Chambre des députés français), la courbure de l'hémicycle (surtout pas ces travées rigidifiant la gauche et la droite), la proximité de la table gouvernementale et des députés, la discrétion de la tribune présidentielle. C'est une sorte de théâtre. On souhaite aux architectes futurs une réussite à l'égal de celle du monument disparu.

Le programme de restauration et de ré-

aménagement sera particulièrement lourd. Il n'y aura pas que la nouvelle salle du Grand Conseil. Il est urgent (ne serait-ce que pour des raisons de sécurité) de transformer l'ancienne Ecole de chimie qui devrait avoir pour vocation naturelle de recevoir l'administration du Département de la Formation et de la Jeunesse, libérant les appartements proches occupés à la Rue de la Barre. Le Château lui-même est à entretenir. Enfin la place vouée au parking est indigne du lieu, le parcage devrait y être souterrain. Ce programme global dépasse cent millions à étaler sur une dizaine d'années. Les autorités nouvelles auront-elles l'audace d'un plan global? L'incendie et ses ravages irréversibles ne permettent pas d'élu-

der la réponse. *ag*

## Lausanne

### Encore le Rôtillon

Voici un demi-siècle que les édiles lausannois s'obstinent à vouloir construire sur cette petite place du Rôtillon qui dégage et rend lisible la moraine de la rue de Bourg. Il y a quarante ans, la Municipalité pouvait faire valoir qu'elle n'avait pas la maîtrise du sol, que des promesses avaient été faites à une société qui se proposait d'assainir le quartier, que toute expropriation serait incroyablement coûteuse. Mais aujourd'hui la Municipalité dispose de la propriété du sol, rien ne l'oblige à construire. Et à construire un tel volume.

Les gabarits des nouvelles

constructions ont stupéfié par leur hauteur, même si l'on tient compte du relèvement de la chaussée. C'est toujours l'effet goulet que Daniel Brélaz combattait avec force lorsqu'il conduisait le dernier référendum. On est stupéfait d'entendre qu'il faut densifier la ville en construisant là des logements, à cet endroit où le trafic génère bruit et pollution, alors que l'exigence de logements a été abandonnée dans la Vallée du Flon, à proximité, à quelques centaines de mètres.

La proposition de limiter à 30 km/heure la circulation automobile ne résout pas le pro-

blème de l'existence même de cette circulation. Le municipal Olivier Français a fait étudier un tunnel Sébeillon-Usine d'incinération qui permettrait d'économiser l'absurde décoduc Blécherette-Sauvabelin. C'est l'occasion de rappeler que le socle de la colline de la Cité est extrêmement court. Entre l'Hôtel de Police et la route de Genève on mesure 660 mètres. Marx Lévy, dans des entretiens avec Jean-Claude Pécelet<sup>1</sup>, avait proposé qu'on y fasse passer la circulation de transit libérant les rues basses, à partir du gymkhana routier de la place de l'Europe et jusqu'en haut de

Saint-Martin. Cette idée, qui avait réuni des citoyens de toute tendance (écologistes, Défense de Lausanne, club automobiliste), avait finalement été écartée au nom du dogme que l'on n'allait pas construire pour faciliter la circulation automobile.

Le X<sup>ème</sup> avatar du Rôtillon révèle de fait un problème non résolu. Dans l'immédiat, il faut souhaiter que le référendum aboutisse et que l'on n'obstrue pas la respiration urbaine que représente cette modeste place au centre de la ville. *ag*

<sup>1</sup>Edition *24 heures*, 1990

# Répétition générale au «Schauspielhaus»

**Une approche de la culture fondée sur le soutien des pouvoirs publics et une autre exigeant son désengagement vont s'affronter à Zurich le 2 juin. Un référendum déterminera le sort de deux crédits en faveur de son théâtre le plus prestigieux.**

Lucerne a son magnifique Centre culturel et de congrès (KKL) signé Jean Nouvel, Bâle a la Fondation Beyeler, pour laquelle Renzo Piano a construit un bâtiment idéalement inscrit dans le paysage, Berne aura le Centre Paul Klee que prépare le même Piano. Et Zurich a le «Schiffbau», un théâtre aménagé en plein quartier autrefois industriel du 5<sup>e</sup> arrondissement, dans une ancienne halle de construction de turbines et autres machines produites par Escher-Wyss. Inauguré en automne 2000, le «Schiffbau» comprend notamment deux salles de spectacles, la «Halle» (environ 500 places) et le «Box» (200 places). Avec le petit «Atrium» (100 places), elles ont une capacité équivalente au «Pfauen» (Paon), siège du prestigieux «Schauspielhaus», une maison où l'on joue chaque soir depuis 1886.

## Le théâtre et l'argent

A Zurich aussi, à Zurich surtout, parler d'une telle institution culturelle veut dire parler d'argent. Le grand théâtre que dirige depuis deux

ans le talentueux Christoph Marthaler, Zurichois revenu au pays après une fulgurante carrière en Allemagne, occupe plus de 300 personnes sous contrat et roule sur un budget annuel approchant les 40 millions de francs, dont 25,8 millions de subvention communale.

## Deux nouveaux crédits

Quant à l'investissement consenti pour le «Schiffbau», il dépasse finalement de 11 millions de francs les 81 millions prévus, couverts à l'origine pour moitié par le secteur privé et finalement financés en majeure partie par la ville, avec deux prêts de 49 millions au total et un subside initial de 7 millions.

Le 2 juin prochain, les citoyens de la ville de Zurich (dite aussi *Downtown of Switzerland* ou *Little Big City* par ses promoteurs touristique-économiques) auront, sur les six objets proposés, à se prononcer sur deux rallonges au «Schauspielhaus», l'une et l'autre soumises au référendum obligatoire.

D'une part, la subvention annuelle devrait augmenter de 3,88 millions, dont 2,38 mil-

lions pour l'engagement de personnel technique supplémentaire nécessité par la nouvelle législation sur le travail. D'autre part, un montant de 3,5 millions pour la location du «Pfauen» devrait être accordé (et bénéficier du même coup de la participation contractuelle du Canton), de même qu'un ultime solde de 2,5 millions à titre de contribution à fonds perdu au financement des travaux d'aménagement du «Schiffbau».

Les deux grands quotidiens zurichois (*Tages-Anzeiger* et *NZZ*) ont pris position en faveur des deux crédits en question, de même que les partis; sauf évidemment l'UDC locale, traditionnellement opposée, directement ou par sa Ligue des contribuables, à toutes sortes de dépenses inutiles à ses yeux, qu'elles soient culturelles ou autres (centre de consultation pour les immigrés albanais, collaboration avec la ville chinoise de Kuming, etc.).

## Pour ou contre une culture subventionnée

Ce même 2 juin prochain, les citoyens se prononceront d'ailleurs sur une initiative de l'UDC demandant «une aide raisonnable au développement», autant dire une réduction d'une ligne budgétaire pourtant modeste.

Si les deux crédits pour le «Schauspielhaus» sont accep-

tés, la grande maison verra sa situation assainie, au moins provisoirement. En cas de refus, et en admettant que la trésorerie permette d'éviter le dépôt de bilan, le programme d'économies ne se réduira pas au simple raccourcissement de la prochaine saison, qu'il est de toute manière prévu de lancer avec un mois de retard. Il faudra couper dans le vif et non seulement fermer le «Box», comme le demandent les radicaux, mais réduire les activités de la maison-mère, ce «Pfauen» auquel les fidèles abonnés ont massivement tourné le dos l'hiver dernier, en raison de productions jugées trop audacieuses et d'un calendrier géré avec désinvolture (plusieurs reports en cours de saison).

Mine de rien, en s'appuyant sur une argumentation qui en dit long sur l'économicisation du secteur culturel aussi, Christoph Marthaler et son «Schauspielhaus», nommé «théâtre de l'année» en 2000-2001 pour le domaine germanophone, jouent leur sort le 2 juin prochain.

Pour la droite qui monte en Suisse et son refus d'une culture subventionnée, cette consultation populaire dans la métropole des arts et des affaires a valeur de test. Le double enjeu est d'importance, les citoyens de la plus grande ville de Suisse ne l'ignorent sans doute pas. *yl*

# Le mauvais exemple de Sacramento

C'est une de ces histoires qui pourrait nous réjouir. Elle se passe en Californie, un des États les plus riches et les moins bien gérés de la planète qui se prend régulièrement les pieds dans le tapis. Sa libéralisation du marché de l'électricité avait déjà suscité une évidente joie maligne avec sa hausse des prix et ses coupures dignes d'un pays du tiers-monde. Mais ce n'était qu'un début.

Sans appel d'offres, l'État, dont le point commun avec le canton de Bern est d'avoir un ours comme emblème, a conclu un marché de 95 millions de dollars avec la société Oracle pour des bases de données avec 270 000 licences. En informatique, le mot licence désigne l'autorisation d'utiliser un logiciel sur un poste de travail. Premier problème: l'État n'emploie que 188 000

employés dont un bon nombre sont des travailleurs manuels qui n'ont pas d'accès à un ordinateur. Le service qui a fait signer ce contrat au gouverneur, avait consulté 127 organismes publics pour s'enquérir de leurs besoins pour les systèmes proposés par Oracle: seulement cinq avaient manifesté un intérêt.

L'État avait retenu les services d'une société de conseil du nom de Logicon comme expert indépendant. Celle-ci a présenté un rapport favorable. Or, il ressort que Logicon, devait toucher une commission secrète de 28 millions de dollars d'Oracle. Il y a dix jours, les policiers de l'État ont investi les bureaux du service de la Technologie de l'information (dont le directeur a démissionné) pour éviter la destruction de documents qui seront essentiels à l'enquête.

Dans un article publié il y a une semaine, un journaliste du *Mercury News* rappelle sur un ton désabusé que la Californie multiplie les échecs en matière de technologie et que l'État qui a quand même vu naître la Silicon Valley devrait au moins savoir éviter ces écueils!

La leçon à tirer de cette histoire est que les montants que nos pays d'Europe consacrent au bon fonctionnement de leurs États sont des investissements bien placés qui évitent les dérives de la région la plus avancée de la planète dont les pouvoirs publics, selon le *Mercury News*, n'ont pas les moyens d'embaucher du personnel compétent. *jpg*

Source: *les chroniques de cybérie* à <http://cyberie.qc.ca/chronik>

---

## Histoire de la gauche

### Le programme minimum de Démocratie Nouvelle

Il s'agit d'une déclaration rédigée en 1943 par un regroupement progressiste inquiet de l'inertie de l'État et de la société face au monde bouleversé par la deuxième guerre mondiale.

Elle était soutenue par des nombreuses personnalités de tout le pays dont quelques conseillers nationaux et d'État, ainsi que des représentants des institutions publiques, du journalisme et des milieux associatifs. Citons quelques Romands: Florian Delhorbe, rédacteur de l'Action, Alice Descoedres, Alphonse Ferrière, Edmond Gilliard, Auguste Lalive, Jean Muscard, André Oltramare. Ce texte fut diffusé à la suite des élections législatives de la même année remportées par le Parti socialiste qui était devenu la formation la plus importante du Conseil National. De plus et pour la pre-

mière fois, un socialiste avait été élu au Conseil Fédéral.

La déclaration n'était pas étrangère au manifeste du PSS «La Suisse nouvelle» publié en 1942, qui indiquait les orientations futures du parti. Par ailleurs, la création du Parti suisse du Travail en 1944 témoigne de l'essor et de la vitalité de la gauche et des mouvements ouvriers de l'époque.

Le texte commence en accusant le «lourd malaise (qui) pèse sur notre pays. Ce qui oppresse le peuple n'est point tant le poids de quatre années de guerre écoulées, ni les soucis de l'avenir, plus dur encore peut-être (...). Non, ce malaise a d'autres causes. Il a pour l'origine le douloureux sentiment éprouvé par des citoyens, sans cesse plus nombreux, à voir comme quoi notre vie publique, ses manifestations

et ses organes, paraissent frappés d'une inertie, d'une paralysie grandissantes.»

C'est pour combattre «l'engourdissement qui nous détache de plus en plus du mouvement et des destinées même de l'humanité» que la déclaration articule un programme qui appelle la réalisation sans délai d'un certain nombre de projets et de réformes.

Tout d'abord, il réclame le rétablissement des libertés publiques souffrant encore de l'état de guerre, accompagné de l'attribution des droits civiques aux femmes. Il préconise la création d'un système performant d'assurances sociales dont l'AVS est le fer de lance. Il souhaite un revenu minimum reconnu par des contrats collectifs; c'est dans ce cadre que l'économie publique doit privilégier les entreprises

respectueuses des droits et de la dignité des travailleurs. Il encourage l'établissement d'un régime de travail fondé sur la solidarité. Il indique l'équité fiscale comme objectif d'une véritable réforme financière de l'État dont les instruments sont l'uniformisation des taux d'imposition et une répartition des recettes en faveur des plus démunis. Il désigne les mesures incitatives indispensables à la suppression du sous-emploi et dessine l'institution d'une assurance chômage. Il soutient le maintien et le développement de l'aide aux paysans, pour une production destinée à la consommation interne écoulée au juste prix. Finalement, il invite la Suisse à participer au nouvel ordre pacifique en train de se mettre en place, ainsi qu'aux organisations internationales (l'ONU, notamment). *cfp*

# Le présent du passé

**Essai d'anthropologie intuitive autour de l'identité helvétique. Le musée du Ballenberg et l'Exposition nationale deviennent ainsi les terrains privilégiés d'une divagation participante.**

La première fois que j'ai visité le Musée de l'habitat rural de Ballenberg, c'était l'hiver. Le parc qui l'héberge était vide, battu par le vent, abandonné. Pas de billets d'entrée, pas d'animations. C'était la pause saisonnière. Les maisons fermées dégageaient un sentiment de ville fantôme.

Je suis retourné visiter le musée pendant la période d'ouverture. Avec artisans en chair, en os et en action. Une drôle de vie un rien schizophrénique traversait cette fois les demeures éparpillées sur le site. Les visiteurs flânaient à côté des employés-acteurs, figurants incongrus d'une existence à la fois factice et vraisemblable. J'étais étourdi. Mais ravi par une légèreté paradoxale apaisante et rassurante.

## Le vrai et le faux

Le musée est né en 1968. C'est une date symptomatique. Alors que le monde vivait de ses secousses cycliques troublant un certain état des choses, le Ballenberg affirmait sa vocation : préserver et réhabiliter l'héritage paysan du pays. Il s'agissait de rassembler et reconstituer le patrimoine architectural et culturel d'un univers menacé. L'authenticité devenait la mesure de son ambition. Le

musée s'engageait à découvrir, acquérir, déplacer et bâtir à nouveau les habitations typiques du pays. C'est ainsi qu'elles ont été toutes soigneusement démontées et fidèlement reconstruites au Ballenberg. C'est le vertige sémantique. Il devient impossible de se décider entre des vraies fausses ou de fausses vraies maisons. Des *ready made* à l'échelle impensable d'une société, d'une culture et d'un secteur productif.

**Le Ballenberg est le passé d'Expo.02. Et celle-ci est son avenir. L'un est nécessaire à l'autre, fatalement complémentaires.**

De plus, les activités du musée et ses produits sont exploités commercialement. En somme, la frontière entre la fiction et la réalité est incertaine. Elle est renvoyée sans cesse à son ambiguïté. La civilisation se trouve ainsi à l'ère de sa reproductibilité technique. C'est Walter

Benjamin qui a développé ce concept à propos de l'art quelques années avant la deuxième guerre mondiale\*. Au Ballenberg, la valeur d'usage des logis et des travaux de la paysannerie s'efface au profit de leur valeur d'exposition. Leur concentration et leur statut de modèle les affranchissent de la réalité. Ils sont alors disponibles pour l'étude scientifique et pour la promenade en famille. L'expérience du passé, c'est la devise du musée, une fois re-

constituée perd probablement son aura, ce je ne sais quoi qui la rendait unique, indicible. En revanche, elle gagne la pérennité de l'abstraction.

## L'identité et la différence

Expo.02, de son côté, est encore une projection. Annoncée, simulée, imaginée, elle se réalise à peine. Les premiers curieux l'investissent. Les arteploges se dévoilent. On découvre les défauts et les qualités. Les médias et les politiciens, l'économie et les arts, mais l'homme du commun également condamnent ses déficiences, son excès mégalomane, autant que ses coûts exorbitants et ses tarifs antidémocratiques. On évoque l'espoir et les attentes qu'elle alimente. Les déchéances et les réussites. Elle est le bouc émissaire d'une Suisse fragmentée, confuse, cependant consciente d'un sentiment d'appartenance commune. Certes fragile, difficile à exprimer, souvent ignorée.

Alors elle se réfugie dans le jeu amusé des différences. Détournement ludique des divergences et des cloisonnements véritables. Ces sont tous ces fossés, ces *graben*, qui sont la promesse paradoxale autant de la cohésion que de la désagrégation de son identité.

## Antagonismes de façade

Or, il y a une relation de filiation réciproque entre le Ballenberg et l'Expo.02. Leur antago-

nisme apparent est trompeur. Au premier abord, il est vrai que le Ballenberg semble se vouer à la sauvegarde, alors qu'Expo.02 rappelle plutôt le potlach, l'échange somptuaire ou le gaspillage. D'une part, se cristalliserait la revue bien ordonnée d'un âge d'or perdu à regret qui aspire à l'éternité, de l'autre il y aurait la prodigalité festive et divertissante d'une culture volatile et métissée destinée à la consommation et à la déliquescence (à l'image du monolithe de Jean Nouvel).

Toutefois, le Ballenberg est le passé d'Expo.02. Et celle-ci est son avenir. L'un est nécessaire à l'autre, fatalement complémentaire. Le musée rural représente les fonds d'empreintes nécessaires aux images chancelantes de l'exposition nationale. Il serait impossible de vouloir le présent, d'agiter le futur sans l'inconscient immémorial matérialisé au Ballenberg. A son tour, Expo.02 trace l'horizon de sa survie : un branle-bas du simulacre, de la reproduction dépourvue d'original. Elle lui suggère l'écran des ombres libérées de la contrainte de la vérité. Il faut visiter le Ballenberg avant de se rendre à Expo.02. *md*

\*Walter Benjamin, *L'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique*, in Œuvres, tome III, Gallimard, Paris, 2000, pages 67-113.

Sites: ballenberg.ch., expo.02.ch

# Aux Normes Fédérales

Par Anne Rivier

**A**LEX N' A PAS EU BESOIN DE QUÉMANDER LA PROLONGATION DE SON CERTIFICAT DE MALADIE. LE DOCTEUR SCHMID LUI A RENOUVELÉ SES ORDONNANCES SANS BARGUIGNER. TOUJOURS À CAUSE DU BRUIT.

A peine sorti de la consultation, Alex a appelé sa femme au bureau. Elle était en séance, mais elle a tenu à le rassurer. « Tu vois bien qu'on te comprend, qu'on te croit. Tu dois être content, non ? »

A dire vrai, il est partagé. Entre le soulagement et l'anxiété. Deux semaines supplémentaires de convalescence, c'était un minimum. Mais deux semaines seul toute la sainte journée, livré pieds et poings liés à l'habituel boucan de son immeuble, il ne sait pas s'il va pouvoir gérer. Gérer : c'est le terme utilisé par le médecin. Aujourd'hui, on ne vit pas, on gère. Ses émotions, son image, ses conflits, son boulot.

Or, Alex, depuis quelques mois, ne gère plus. Il a peur de ses propres réactions. Imprévisibles, incontrôlables. Comme si, dans son cerveau, on avait sectionné un circuit. Transmission bloquée entre lui et lui. Cette impression constante qu'on lui en veut, qu'on l'attaque ou qu'on va l'attaquer.

Et puis ces accès d'angoisse, subits, disproportionnés. Quand ça le prend, il sombre dans un gouffre dont il ne sort jamais indemne. Il lui faut des heures pour remonter. Et autant pour se décharger de cette colère qui lui coupe le souffle. En attendant, il guette le va-et-vient de ses voisins. Les espionne, tapi dans la cage d'escalier, se colle à leurs portes pour déterminer avec certitude la provenance de l'agression sonore intolérable dont il semble être l'unique victime.

Après six ans de travail de nuit, l'hypersensibilité au bruit est un phénomène explicable. Mais qu'elle dure si longtemps après la reprise d'un horaire normal, voilà qui inquiète le docteur Schmid.

Lorsque le service des Ressources Humaines lui avait annoncé qu'il allait rejoindre la cohorte des employés de jour, Alex s'était pourtant tellement réjoui. Sa femme était ravie. Ils pourraient revivre les choses ensemble, le cinéma, les fêtes entre amis.

Profitant de l'euphorie ambiante, il avait reparlé d'un bébé. Là, sa femme s'était cabrée. Pas maintenant. Son job la passionnait, elle était en pleine ascension professionnelle. Et puis, travailleur diurne, Alex gagnerait moins... Avec leur nouvel appartement qui coûtait le lard du chat !

Cet appartement, ils l'avaient visité plusieurs fois avant de se décider. À cause du bruit. Parce que le bruit, ils avaient donné, bloqués au centre ville dans une de ces tours des années de surchauffe. Murs de papier, planchers de carton, incivilités des locataires. Plus d'intimité, plus de sphère privée.

Ils avaient choisi un immeuble en construction, dans un

quartier réputé sans histoire. Ils avaient sondé l'architecte, cuisiné le contremaître, assiégé le régisseur de leurs questions opiniâtres. Un autre chantier ne risquait-il pas de s'ouvrir sous leurs fenêtres. N'allait-on pas relier la route à la bretelle, supprimant ainsi le cul-de-sac qui leur garantissait un calme providentiel. À l'intérieur, enfin, l'isolation phonique était-elle satisfaisante ?

On leur avait répondu qu'ils pouvaient y aller les yeux fermés et les oreilles ouvertes : l'insonorisation du bâtiment était conforme aux « Normes Fédérales ».

La nuit du déménagement, incapable de trouver le sommeil, Alex avait veillé jusqu'à l'aube, assis raide mort au milieu des cartons. Les muscles bandés, les cinq sens en alerte, il n'eut aucune peine à reconnaître les chasses d'eau, les douches, l'aération des salles de bains, les musiques en sourdine sur fond de bal d'ascenseur grinçant.

Le samedi, il eut droit aux séances de perceuse d'un maniaque de la bricole. Le dimanche après-midi deux pianistes, l'un chevauchant Bach et sa divine machine à coudre, l'autre lâchant la bride à Chopin dans d'épuisantes envolées de pédales, lui dédièrent leur répétition inaugurale.

La semaine de congé qui suivit, ce fut encore pire. Abandonnés dès potron-minet, les chiens du rez-de-chaussée aboyaient en relais jusqu'au retour de leurs maîtres. À la sortie de l'école, les gamins du dessus se déchaînaient sur les cordes d'une guitare électrique. Le soir, les Journaux Télévisés et les séries policières pétaradaient tous azimuts. Alex se couchait après minuit, blotti contre le dos de sa femme endormie, s'assoupissait vingt minutes puis se réveillait en sueur, la tête vrillée des sons de la veille.

À la fin du premier mois, il alla voir la concierge. Lui offrit une azalée en pot pour s'en faire une alliée. Elle le remercia, promit de se renseigner, puis n'eut de cesse que de l'éviter.

Alors, invoquant les « Normes Fédérales », il avisa la gérance par écrit. On lui renvoya aussitôt, s'appuyant sur les mêmes « Normes Fédérales », la réponse type destinée à son cas. De guerre lasse, il releva les noms sur les boîtes aux lettres, nota les numéros de téléphone des fauteurs de trouble, les harcela d'appels courroucés, sonna chez eux, se trompant une fois sur deux de coupable.

Les locataires, gens plutôt affables, tentèrent de le rasséréner. On le reçut dans le living, on discuta sur le palier, on commenta la magie vibratoire des plaques de béton. On s'enquit de son métier, de son emploi du temps. On l'écouta patiemment en hochant la tête.

Exactement comme le docteur Schmid qui, lui aussi, l'accueille toujours avec bienveillance dans son discret cabinet capitonné de la place Centrale. ■